

Publications périodiques

Comptes annuels

MIZUHO BANK LTD

(Succursale)

Montant de la dotation : 100 000 000 €

Siège social : 1-5-5 Otemachi, Chyoda-Ku, TOKYO JAPAN

Adresse de la succursale en France : 40, rue Washington – 75008 PARIS

326 594 660 R.C.S. Paris

I. – Bilan publiable au 31 décembre 2018

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	N	N-1
Caisse, banques centrales, C.C.P.	Note 3	45 076	32 250
Créances sur les établissements de crédit	Note 4	4 076 102	1 574 577
Opérations avec la clientèle	Note 5 et 6	1 310 606	1 117 866
Obligations et autres titres à revenu fixe	Note 7	100 001	100 001
Autres titres détenus à long terme		20	16
Immobilisations incorporelles	Note 10	502	100
Immobilisations corporelles	Note 10	3 786	523
Autres actifs	Note 8	1 412	769
Comptes de régularisation	Note 9	3 942	2 567
Total de l'actif		5 541 447	2 828 669

Passif	Notes	N	N-1
Dettes envers les établissements de crédit	Note 11	2 809 298	1 458 621
Opérations avec la clientèle	Note 12	2 614 042	1 194 907
Dettes représentées par un titre	Note 13	0	1 174
Autres passifs	Note 14	966	1 188
Comptes de régularisation	Note 15	8 955	7 116
Provisions	Note 16	393	78
Capital souscrit	Note 2	100 000	100 000
Report à nouveau	Note 2	0	54 261
Résultat de l'exercice		7 793	11 324
Total du passif		5 541 447	2 828 669

Hors-bilan	Notes	N	N-1
Engagements donnés			
Engagements de financement	Note 18	4 685 057	4 262 571
Engagements de garantie	Note 18	102 025	123 265
Engagements reçus			
Engagements de financement	Note 18	1 765 000	1 765 000
Engagements de garantie	Note 18	1 550	1 446

II. – Compte de résultat publiable au 31 décembre 2018

(En milliers d'euros.)

	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	Note 21	36 001	27 605
Intérêts et charges assimilés	Note 21	-17 711	-8 819
Commissions (produits)	Note 22	3 807	4 231
Commissions (charges)	Note 22	-158	-174
Gains / pertes sur portefeuille négociation	Note 23	1 903	1 496
Autres produits d'exploitation bancaire	Note 24	61	103
Autres charges d'exploitation bancaire	Note 25	-84	-13
Produit net bancaire		23 819	24 429
Charges générales d'exploitation	Note 26	-12 731	-12 286

Dotation aux amortissements sur immobilisations		-98	-114
Résultat brut d'exploitation		10 991	12 030
Coût du risque		176	2 003
Résultat d'exploitation		11 167	14 033
Gains / pertes sur actifs immobilisés		0	0
Résultat courant avant impôts		11 167	14 033
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices		-3 374	-2 709
Résultat de l'exercice	Note 27	7 793	11 324

III. – Notes annexes aux comptes individuels

Note 1. – Règles et méthodes comptables

a) Principales règles d'évaluation et de présentation des états financiers :

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les comptes annuels comprennent le bilan, le hors-bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Les textes ont été appliqués dans le respect de la prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes et indépendance des exercices.

b) Changement de méthode comptable :

Il n'y a pas eu de changement de méthodes comptables en 2018.

c) Conversion des opérations en devises :

Les comptes de bilan et hors-bilan libellés en devises sont convertis en euros au cours en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros tous les mois au cours de la Banque Centrale Européenne.

Les positions de change comptant et à terme sont réévaluées tous les mois.

Le résultat de change correspondant est comptabilisé en compte de résultat.

Les gains et pertes latentes sur les opérations de change à terme sont comptabilisés tous les mois respectivement à l'actif et au passif en compte de régularisation.

d) Opérations à terme sur instruments financiers :

Les opérations de couverture (échanges de taux d'intérêt, accords de taux futurs) sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur montant nominal.

La Succursale ne dispose pas d'opérations de macro-couverture et n'a pas d'activité de trading.

Les charges et les produits sur les instruments financiers utilisés à titre de micro-couverture sont comptabilisés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des charges et des produits sur les éléments couverts.

Les charges et les produits sur les instruments financiers résultant de positions ouvertes isolées sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis.

Si la valeur de marché de ces instruments financiers génère une perte latente, cette perte sera provisionnée. Le gain latent n'est pas comptabilisé.

e) Crédits à la clientèle et dépréciations :

Les crédits accordés sont enregistrés au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les créances sont enregistrées en impayés ou en douteux lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis 3 mois au moins, si la situation de la contrepartie présente une situation financière dégradée se traduisant par un risque de non-recouvrement ou s'il existe des procédures contentieuses entre la succursale et sa contrepartie.

Conformément à la règle de contagion, la totalité des encours et des engagements relatifs à une contrepartie considérée comme douteuse du fait d'une situation financière dégradée ou de procédures contentieuses est automatiquement considérée comme douteuse.

Au-delà d'un an, s'il apparaît qu'aucun reclassement d'un encours douteux en encours sain n'est prévisible du fait des conditions de solvabilité de la contrepartie, les encours douteux sont alors déclassés en encours douteux compromis.

Dès lors qu'un encours est douteux ou fait apparaître une perte probable, celle-ci est prise en compte au moyen d'une dépréciation enregistrée en déduction de cet encours.

L'encours net est égal au plus bas de la valeur de marché ou de la valeur actualisée des flux attendus au titre du remboursement du principal, des intérêts et de la valeur nette des garanties.

Les risques pays font l'objet de provisions déterminées conformément à la pratique généralement admise en France. Les provisions pour risques-pays s'appliquent à l'ensemble des risques situés dans les pays ayant obtenu ou sollicité un rééchelonnement de leur dette ou ayant interrompu tout paiement au titre de leur endettement.

Les commissions reçues lors de l'achat de crédits sur le marché secondaire font l'objet d'un étalement sur la durée de vie restante du crédit.

Les commissions de participation reçues au moment de l'octroi d'un crédit sont étalées de manière linéaire sur la durée de vie effective du crédit conformément à la réglementation.

Les commissions d'arrangement sont enregistrées directement en résultat.

f) Portefeuille - Titres :

La Succursale détient des parts d'un fonds commun de titrisation.

Les titres de placement sont enregistrés au bilan à leur prix d'acquisition, hors frais d'acquisition et hors intérêts courus non échus à cette date.

Les plus-values latentes éventuelles par rapport à la valeur de marché (ou la valeur d'usage dans le cas de titres non cotés) ne sont pas comptabilisées, les moins-values latentes sont provisionnées.

g) Immobilisations :

La succursale applique les dispositions du règlement ANC 2014-07 relatives à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées au bilan à leur coût d'acquisition et amorties sur leur durée estimée d'utilisation.

Les dotations aux amortissements sont enregistrées en charges générales d'exploitation.

Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Agencements, matériel et mobilier de bureau : 5 et 10 ans en linéaire ;
- Matériel de transport : 5 ans en linéaire ;
- Matériel informatique : 5 ans en dégressif ;
- Logiciels : 5 ans en linéaire.

h) Retraites :

Les pensions de retraites dues au titre de divers régimes obligatoires en France sont prises en charge par des organismes spécialisés auxquels la succursale et les salariés versent régulièrement des cotisations.

Par ailleurs, les engagements relatifs au personnel détaché par le siège social sont assumés par ce dernier moyennant une cotisation annuelle.

L'ensemble de ces cotisations est comptabilisé sur l'exercice au titre duquel elles sont dues.

La succursale n'a plus d'engagement résiduel vis à vis du CRPB.

Il n'existe pas d'autres engagements significatifs à la charge de la succursale en la matière.

La succursale ne provisionne pas les indemnités de fin de carrière dont le montant s'élève à 225 522 euros au 31 décembre 2018 calculé conformément à la convention collective des banques.

i) Provisions :

La succursale applique le règlement ANC 2014-07.

j) Impôts sur les bénéfices :

La charge d'impôt représente l'impôt exigible au titre de l'exercice, aucune imposition différée n'est prise en compte.

La succursale a imputé 13 556 euros au titre du CICE en 2018

Note 2. – Capitaux propres

a) MIZUHO BANK, succursale de Paris, est une implantation en France de MIZUHO BANK LTD, société de droit japonais. Le capital de la succursale est constitué d'une dotation accordée par le siège social et non rémunérée.

b) Les mouvements des capitaux propres peuvent être résumés comme suit :

(En milliers d'euros.)	Capitaux propres
Dotation en capital au 31 décembre 2018	100 000
Augmentation de la dotation RAN	65 585
Transfert du RAN au siège	-65 585
Résultat de l'exercice	7 793
Solde au 31 décembre 2018	107 793

c) Le résultat de l'exercice sera intégralement transféré au siège social de la succursale.

Note 3. – Caisse, banques centrales et CCP

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Caisse	0	0
Banques Centrales	45 076	32 250
CCP	0	0
Créances rattachées	0	0
Total	45 076	32 250

Note 4. – Créances sur les établissements de crédit

Les créances interbancaires (y compris les créances rattachées) se répartissent comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Créances à vue	1 842 023	296 922
Créances à terme	2 234 079	1 277 656
Total	4 076 102	1 574 577

La durée restant à courir sur les créances interbancaires (y compris les créances rattachées) se répartit comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Moins de 3 mois	2 838 725	1 056 518
De 3 mois à 1 an	906 999	422 789
De 1 an à 5 ans	330 378	95 270
Supérieur à 5 ans	0	0
Total	4 076 102	1 574 577
Dont avec sociétés liées	1 907 293	1 306 341
Dont créances rattachées	2 566	3 621

Note 5. – Opérations avec la clientèle (actif)

Les opérations sur la clientèle (y compris les créances rattachées) se répartissent comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Créances commerciales	54 355	40 394
Autres concours à la clientèle	1 226 676	1 045 226
Comptes ordinaires débiteurs	23 681	10 478
Créances douteuses (nettes)	5 894	21 767
Total	1 310 606	1 117 866

La durée restant à courir sur les concours à la clientèle (y compris les créances rattachées) se répartit comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Moins de 3 mois	332 770	309 711
De 3 mois à 1 an	71 582	70 810
De 1 an à 5 ans	749 192	642 185
Supérieur à 5 ans	157 059	95 160
Total	1 310 603	1 117 866
Dont avec sociétés liées	0	0
Dont créances rattachées (hors douteux)	1 125	883

La ventilation par secteur géographique se répartit comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
France	1 086 079	940 075
Autres pays de l'E.E.E	19 085	32 001
Autres pays d'Europe	128 008	115 005
Amérique du Nord	40 496	0
Amérique Latine	33 824	26 425
Afrique-Moyen Orient	0	0
Japon	0	0
Autres pays d'Asie	3 114	4 360
Total	1 310 606	1 117 866

La ventilation par secteur économique se répartit comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Activités d'ingénierie	73 962	45 922
Activités de location et location-bail	33 839	40 822
Activité de services financiers	17 001	17 001
Activités immobilières	35 908	37 120
Administrations publiques	3 114	4 359
Autres industries manufacturières	7 142	2 387
Commerce de détail	511	645
Commerce de gros	36 085	32 227
Commerce et réparation d'automobiles	153 767	50 296
Culture et production animale	10 680	9 361
Services auxiliaires des transports	57 382	63 605
Fabrication d'autres produits minéraux	12 079	10 498
Fabrication de boissons	0	7 756
Fabrication de machines et équipements	162 615	165 116
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	1 100	900
Fabrication de produits informatiques, électriques et optiques	8 794	11 687
Fabrication de produits métalliques	1 021	1 141
Génie civil	5 876	24 472
Industrie automobile	59 022	60 056
Industrie chimique	72 521	60 432
Industrie de l'habillement	177	339
Industrie du cuir et de la chaussure	0	0
Industrie pharmaceutique	69 269	75 113
Industries alimentaires	324 851	303 740
Métallurgie	3 503	3 001
Production et distribution d'électricité	0	0
Restauration	904	904
Services d'information	63 123	0
Télécommunications	62 534	62 533
Transports terrestres	33 824	26 425
Autres non détaillées	2	8
Total	1 310 606	1 117 866

Note 6. – Risque de crédit

La ventilation des encours de crédit est la suivante :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Encours sains	1 304 712	1 096 099
Encours restructurés	0	0
Encours douteux	5 923	21 772
Encours douteux compromis	0	0
Dépréciations	-29	-5
Total	1 310 606	1 117 866

La ventilation par secteur géographique des encours douteux et compromis bruts se répartit comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
France	5 923	21 772
Total	5 923	21 772

La ventilation par secteur économique des encours douteux et compromis bruts (y compris intérêts courus) se répartit comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Autres industries manufacturières	441	185
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	4 402	
Fabrication de machines et équipements		20 007
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique		900
Industrie automobile	400	
Restauration	680	680
Total	5 923	21 772

La variation des dépréciations sur créances se présente comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Dotations	Reprises	Reclassement	31/12/2018
Encours sain	0	0	0	0	0
Encours douteux	5	29	5	0	29
Encours douteux compromis	0	0	0	0	0
Total	5	29	5	0	29

Note 7. – Portefeuille – Titres

Le portefeuille est intégralement composé de Titres de Placement.

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Obligations cotées	0	0
Obligations non cotées	0	0
Fonds Commun de Titrisation	100 000	100 000
Créances rattachées	1	1
Dépréciations	0	0
Total	100 001	100 001

Note 8. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
TVA	38	17
Autres impôts – acomptes versés	940	350
Fonds de Garantie des Dépôts	190	159
Dépôts de garantie	236	232
Autres	8	12
Total	1 412	769

Note 9. – Comptes de régularisation actif

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Charges constatées d'avance	32	52
Intérêts à recevoir sur swaps de taux	20	22
Commissions à recevoir	1 289	1 290
Compte d'ajustement devises	2 598	1 198
Autres Produits à recevoir	0	0
Autres	3	5
Total	3 942	2 567

Note 10. – Immobilisations

Les immobilisations incorporelles se décomposent de la manière suivante :

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Acquisitions	Dotation	Cessions / virement de poste	31/12/2018
Valeur Brute					
Logiciels	934	126		56	1 116
Immobilisations en cours	43	305		-56	292
Amortissements					
Logiciels	877		39	-10	906
Net	100	431	-39	10	502

Les immobilisations corporelles se décomposent de la manière suivante :

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Acquisitions	Dotation	Cessions / virement de poste	31/12/2018
Valeur Brute					
Agencements et installations	784	0		0	784
Matériel de transport	20	0		0	20
Autres mobilier et matériel	643	211		-4	850
Immobilisations en cours	378	3 121		0	3 499
Sous-total valeur brute	1 825	3 332	0	-4	5 153
Amortissements					
Agencements et installations	730		12	0	742
Matériel de transport	20		0	0	20
Autres mobilier et matériel	552		57	-4	605
Sous-total amortissements	1 302		69	-4	1 367
Net	523	3 332	-69	0	3 786

Note 11. – Dettes sur les établissements de crédit

La durée restant à courir sur les dettes interbancaires (y compris dettes rattachées) se répartit comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Moins de 3 mois	2 707 084	1 247 036
De 3 mois à 1 an	102 214	211 585
De 1 an à 5 ans	0	0
Supérieur à 5 ans	0	0
Total	2 809 298	1 458 621
Dont avec sociétés liées	2 809 298	1 458 621
Dont dettes rattachées	83	-191

Note 12. – Opérations avec la clientèle (passif)

Les opérations avec la clientèle se répartissent comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0
Dettes à vue	809 176	179 437
Dettes à terme	1 804 866	1 015 471
Total	2 614 042	1 194 907

La durée restant à courir sur comptes créditeurs de la clientèle (y compris dettes rattachées) se répartit comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Moins de 3 mois	1 792 032	922 412
De 3 mois à 1 an	822 010	272 496
De 1 an à 5 ans	0	0
Supérieur à 5 ans	0	0
Total	2 614 042	1 194 907
Dont avec sociétés liées	0	0
Dont dettes rattachées	2 303	3 356

Note 13. – Dettes représentées par un titre

La durée restant à courir sur dettes représentées par un titre, constituées de certificats de dépôts (y compris les dettes rattachées) se répartit comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Moins de 3 mois	0	1 174
De 3 mois à 1 an	0	0
De 1 an à 5 ans	0	0
Supérieur à 5 ans	0	0
Total	0	1 174
Dont dettes rattachées	0	7

Note 14. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
TVA	5	1
Autres Impôts (y compris Impôts sociétés)	174	609
Organismes sociaux et dus au personnel	216	212
Provision congés payés	389	366
Participation	182	0
Autres	0	0
Total	966	1 188

Note 15. – Comptes de régularisation passif

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Commissions de participation constatées d'avance	4 646	4 277
Autres produits constatés d'avance	103	59
Intérêts à payer sur swaps de taux	219	158
Commissions à payer	0	0
Compte d'ajustement devises	2 335	1 060
Autres charges à payer	1 652	1 561
Total	8 955	7 116

Note 16. – Provisions

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Dotations	Reprises	Effet change	31/12/2018
Provision pour risques pays	78	3	18	0	63
Provision pour risques divers	0	330	0	0	330
Total	78	333	18	0	393

Note 17. – Bilan en devises

La répartition en devises du bilan est la suivante :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Euros	3 548 265	1 704 867
Devises	1 993 182	1 123 800
Total	5 541 447	2 828 667
Pourcentage en devises	36 %	40 %

Note 18. – Engagements donnés et reçus

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements de financement donnés		
Ouverture de crédits confirmés	0	0
En faveur d'établissements de crédit	0	0
Acceptations à payer	791	635
Ouverture de crédits documentaires	3 835	5 365
Ouverture de crédits confirmés	4 680 056	4 256 143
Autres engagements	375	428
En faveur de la clientèle	4 685 057	4 262 571
Engagements de garantie donnés		
Autres garanties	0	325
D'ordre d'établissements de crédit	0	325
Cautions immobilières	2 991	3 199
Cautions fiscales	13 758	13 357
Garanties financières	85 276	106 385
Garanties de remboursement de crédits	0	0
Autres garanties	0	0
D'ordre de la clientèle	102 025	122 941
Engagements de financement reçus		
Accord de refinancement du siège	1 765 000	1 765 000
D'établissements de crédit	1 765 000	1 765 000
Engagements de garantie reçus		
Contre garanties sur crédits distribués	1 550	1 446
D'établissements de crédit	1 550	1 446

Note 19. – Contrats de change à terme

Les contrats de change à terme non dénoués s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Change à recevoir		
Euros à recevoir	94 063	70 179
Devises à recevoir	94 121	69 561
Total	188 184	139 740
Dont avec sociétés liées	94 027	69 947
Change à livrer		
Euros à livrer	93 904	70 061
Devises à livrer	94 044	69 545
Total	187 948	139 606
Dont avec sociétés liées	94 333	70 012

Note 20. – Opérations à terme sur instruments financiers

Les montants notionnels des contrats non dénoués représentent les montants suivants :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Swaps de taux (IRS) de micro-couverture sur marchés de gré à gré		
Emprunteur taux fixe (Prêteur taux variable)	696 188	364 499
Emprunteur taux variable (Prêteur taux variable)	0	0
Emprunteur taux variable (Prêteur taux fixe)	0	0
Autres Swaps de taux (IRS) sur marchés de gré à gré		
Emprunteur taux variable (Prêteur taux fixe)	0	0
Total	696 188	364 499
Dont avec sociétés liées	696 188	364 499
Par durée résiduelle		
Moins de 1 an	104 445	125 284
De 1 à 5 ans	479 143	239 010
Supérieur à 5 ans	112 600	205
Total	696 188	364 499

La valeur de marché des swaps de taux de microcouverture au 31 décembre 2018 est de - 2 113 Keuros.

Note 21. – Produits et charges d'intérêts

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés		
Sur Opérations interbancaires	20 505	10 028
Sur Opérations clientèle	15 466	17 549
Sur Obligations et titres à revenu fixe	30	28
Total	36 001	27 605

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et charges assimilés		
Sur Opérations interbancaires	-5 193	-1 133
Sur Opérations clientèle	22 887	9 853
Sur Titres à revenu fixe	17	99
Total	17 711	8 819

Note 22. – Commissions

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Produits		
Sur Opérations interbancaires	8	5
Sur Opérations clientèle	3 799	4 226
Sur Obligations et titres à revenu fixe	0	0
Total	3 807	4 231

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Charges		
Sur Opérations interbancaires	158	168
Sur Opérations clientèle	0	6
Sur Obligations et titres à revenu fixe	0	0
Total	158	174

Note 23. – Gains / pertes sur portefeuille de négociation

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Résultat de change	1 903	1 496
Résultat sur swaps de taux	0	0
Total	1 903	1 496

Note 24. – Autres produits d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Produits de banque à distance	61	64
Produits pooling assurance groupe	0	0
Rémunération Fonds de Garantie des Dépôts	0	40
Autres	0	0
Total	61	103

Note 25. – Autres charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Produits rétrocédés	0	0
Ventes d'actifs sur le marché secondaire	0	0
Cotisation Fonds de Garantie des Dépôts	84	13
Autres	0	0
Total	84	13

Note 26. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Frais de personnel	7 067	6 616
Autres frais administratifs	5 664	5 669
Total	12 731	12 285

Les frais de personnel se décomposent de la manière suivante :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Salaires et traitements	4 501	4 118
Charges de retraite	386	415
Autres charges sociales	1 433	1 476
Participation des salariés	182	0
Impôts et taxes sur rémunérations	564	607
Total	7 066	6 616

Les autres frais administratifs se décomposent de la manière suivante :

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Autres impôts et taxes	422	455
Location	1 598	1 568
Autres frais administratifs	3 644	3 646
Total	5 664	5 669

Note 27. – Honoraires versés aux commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes comptabilisés en charge au cours de l'exercice s'élèvent à (montant HT) :

(En milliers d'euros.)	Ernst & Young	Deloitte & Associés
Certification des comptes annuels	40 512	24 452

Note 28. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Créances clientèle		
Dotation	-29	0
Reprise	5	2 330
Pertes sur créances couvertes par provisions	0	-545
Provisions pour risques-pays		
Dotation	-3	-13
Reprise	18	18
Récupération sur créances amorties	185	212
Total	176	2 003

Note 29. – Effectif moyen

En 2018, l'effectif moyen est de 51 contre 50 en 2017.

En 2018, l'effectif moyen est composé de 3 membres de direction, 43 cadres et 5 non-cadres.

Note 30. – Montant des rémunérations des dirigeants et professionnels de marché

Le montant global des rémunérations directes et indirectes perçues par les dirigeants de la succursale au cours de l'exercice s'élève à : 495 182 euros.

Il ne leur a été consenti ni avances ni engagements.

La politique de rémunération de la succursale s'inscrit dans le cadre des procédures de Mizuho Bank, Ltd dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Compte tenu de sa taille, la succursale n'a pas institué de Comité des rémunérations. Aucune rémunération supérieure ou égale à 1 million d'euros n'a été versée au cours de l'exercice 2018.

Les informations relatives à l'article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 sont présentées dans le rapport sur le contrôle interne et transmises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. Toutefois, celles-ci ne sont pas publiées.

Note 31. – Risques environnementaux

La succursale n'est pas exposée aux risques environnementaux.

Note 32. – Lutte contre la fraude et l'évasion fiscale

La succursale ne possède aucune implantation directe ou indirecte dans un état n'ayant pas conclu avec la France une convention d'assistance administrative permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Note 33. – Implantation par pays

La succursale ne possède aucune implantation dans un pays autre que la France.

Note 34. – Evènement post-clôture

Suite à un contrôle de licence effectué fin 2018 par un prestataire d'un éditeur de logiciels, il a été établi que Mizuho Paris n'était pas en conformité sur une licence achetée en 2015.

Des négociations sont en cours avec cette société en vue de régulariser ce défaut de conformité par l'achat d'une licence complémentaire.

Elles sont susceptibles d'aboutir au cours du 2^{ème} trimestre 2019.

Le risque estimé à 157 K€ n'a pas été provisionné.

IV. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée conformément à l'article L. 511-38 du Code monétaire et financier, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Mizuho Bank, Ltd succursale de Paris, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la succursale à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel de l'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiqués dans la partie « Responsabilité des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise
relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité

d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la succursale ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directeur général de la succursale.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble de comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 12 avril 2019
Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit
Vincent ROTY

Deloitte et Associés
Marjorie BLANC-LOURME

V. – Rapport de gestion

Le rapport annuel de Mizuho Financial Group, Inc au 31 Mars 2018 est tenu à la disposition du public à notre succursale de Paris, 40, rue Washington, Paris 8^e.